

L'INDICATEUR ÉCONOMIQUE DU BIOALIMENTAIRE

Direction des études et des perspectives économiques



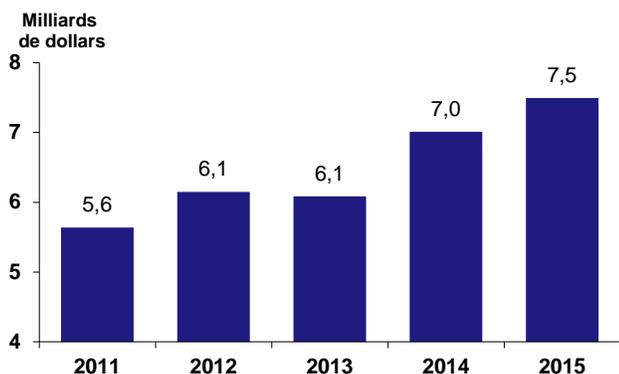
Août 2016

SURVOL ÉCONOMIQUE AGRICOLE AU QUÉBEC : ÉTAT DE SITUATION ET PERSPECTIVES 2016

UNE TOILE DE FOND ÉCONOMIQUE AVEC DES HAUTS ET DES BAS

Du point de vue du secteur bioalimentaire, le contexte général économique s'est caractérisé notamment par le repli du dollar canadien ainsi que par le redressement conjoncturel de l'économie américaine. Au cours des deux dernières années, ces facteurs ont contribué à une croissance de 23 % des exportations internationales bioalimentaires du Québec et à une augmentation de 9 % des livraisons manufacturières des entreprises québécoises de transformation bioalimentaire.

Exportations bioalimentaires internationales du Québec



Source : Global Trade Atlas; compilation du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation (MAPAQ).

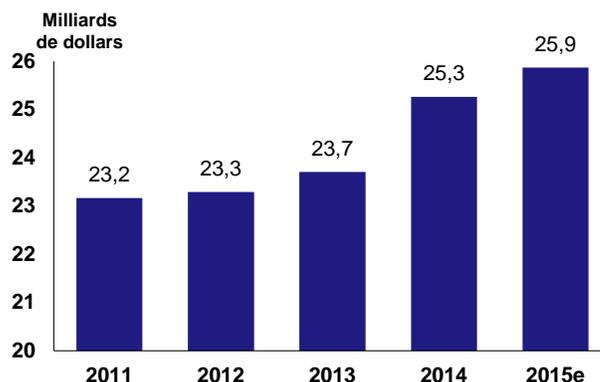
Ces facteurs ont en outre constitué des éléments favorables dans une conjoncture autrement marquée par un ralentissement économique, et ce, tant sur le plan national qu'à l'échelle mondiale.

Au Canada, la chute des cours pétroliers a pénalisé l'activité économique dans les régions productrices, en particulier à l'égard des investissements dans cette industrie. La progression de l'économie canadienne a été ralentie de moitié l'an dernier, passant de 2,5 % en 2014 à 1,1 % en 2015. La croissance a également été modeste au Québec, soit 1,1 % en 2015. Pour l'économie canadienne en 2016, les résultats observés

en début d'année et les perspectives des différentes institutions financières reflètent notamment l'effet momentané des feux de forêt en Alberta et la faiblesse des investissements des entreprises. Dans l'ensemble, les perspectives annoncent une croissance qui demeure en deçà de 2 % en 2016, et ce, tant à l'échelle canadienne qu'au Québec.

Ne suscitant pas de pressions inflationnistes notables, ce contexte limite la possibilité, dans un avenir rapproché, d'un relèvement des taux d'intérêt directeurs par les autorités monétaires canadiennes.

Livraisons manufacturières de la transformation des aliments, des boissons et du tabac au Québec



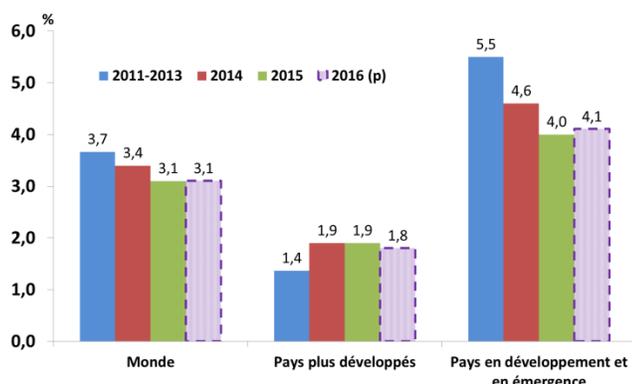
Source : Statistique Canada, CANSIM, tableau 301-0006; estimation du MAPAQ pour 2015; compilation du MAPAQ.

e : montant estimé.

À l'échelle mondiale, l'activité économique en 2015 a progressé à un rythme inférieur à celui des précédentes années, à savoir 3,1 % comparativement à une fourchette de 3,3 % à 4,2 % depuis 2011. En outre, les perspectives, telles que celles du Fonds monétaire international et de l'Organisation de coopération et de développement économiques, n'annoncent pas vraiment de relèvement important en 2016.

Les pays émergents et les pays en développement restent le moteur de la croissance mondiale, affichant une croissance deux fois plus élevée que les économies les plus développées. Par contre, les gains n'y sont pas aussi rapides qu'au cours des années 2000. En particulier, la Chine enregistre désormais une croissance annuelle de l'ordre de 7 %, en comparaison de plus de 11 % avant la récession mondiale de 2008-2009. Pour leur part, le Brésil et la Russie ont connu une contraction de 4 % en 2015.

Taux de croissance du produit intérieur brut réel



p : projections.

Source : Fonds monétaire international; compilation du MAPAQ.

Parmi les principales économies développées, le Royaume-Uni et les États-Unis se sont distingués avec une croissance annuelle qui a atteint les 2 % ou plus au cours des deux dernières années. Globalement, la reprise demeure en effet modeste depuis le tournant des années 2010 dans les pays les plus développés, mais la croissance s'est améliorée petit à petit au cours des deux dernières années. Ce fut le cas dans la zone euro après la récession de 2012-2013 provoquée par la crise de la dette souveraine de certains des États membres. Il y a lieu de signaler cependant que les résultats du vote britannique sur le « Brexit » suscitent des inquiétudes chez les investisseurs à l'égard du Royaume-Uni comme de l'Union européenne.

Dans ce contexte international, le repli du huard jusqu'à moins de 0,80 \$ US et la vigueur économique des États-Unis ont facilité la croissance des exportations internationales bioalimentaires du Québec vers ce pays, qui représente leur principale destination. La valeur de ces exportations s'est accrue de 44 % depuis 2013. En 2015, ce sont 71 % des exportations bioalimentaires du Québec qui ont été vendues aux États-Unis.

En dépit des incertitudes qui planent sur la conjoncture économique et financière internationale, les perspectives sont encourageantes pour 2016. Selon Exportation et développement Canada, les exportations canadiennes de produits alimentaires transformés et de boissons devraient s'accroître de 7 % en 2016. C'est à souligner dans la mesure où plus des trois quarts des exportations bioalimentaires internationales du Québec sont constitués de produits transformés.

Par ailleurs, le recul du dollar canadien a permis d'atténuer l'effet de facteurs plus spécifiques à la conjoncture des marchés agricoles nord-américains pour ce qui est des producteurs du Québec.

CONDITIONS DU MARCHÉ AGRICOLE : APRÈS LES SOMMETS EXCEPTIONNELS DES PRIX

Des récoltes mondiales abondantes pour une troisième année consécutive en 2015, la fin d'un creux cyclique de la production de viande bovine aux États-Unis et une croissance modérée de la production américaine de porc cette année comptent parmi les principaux déterminants des prix de référence agricoles nord-américains.

Ces conditions du marché en 2016 s'inscrivent dans la continuité de la fin des sommets exceptionnels des prix de référence qui s'étaient succédé depuis le tournant des années 2010, d'abord pour les grains et les oléagineux, par la suite pour le porc et les bovins. Il est à noter que la fin du sommet du prix des grains a signifié, pour les éleveurs, l'arrêt de la flambée du coût de l'alimentation animale.

Pour les producteurs du Québec, le repli du dollar canadien au cours des récentes années a atténué une bonne partie de la diminution des prix de référence exprimés en dollars américains. Par rapport au résultat dans une situation de parité, un dollar canadien à 0,77 \$ US relève de 30 % l'équivalent en devises canadiennes des prix de référence exprimés en dollars américains.

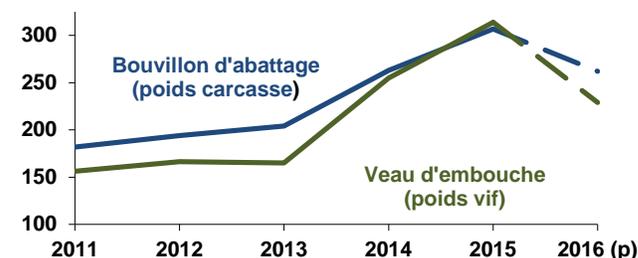
Retournement cyclique de la production bovine aux États-Unis

Amorcée l'an dernier, la première expansion du cheptel de bovins américain en près de 10 ans se traduit par une hausse du volume de production, que le département de l'Agriculture des États-Unis (USDA), dans ses projections, établit à 5 % en 2016. Les sommets exceptionnels qu'ont atteints les prix consentis aux éleveurs en 2014, la fin de la flambée des coûts de l'alimentation animale ainsi que l'amélioration des conditions de pâturage ont contribué à ce retournement cyclique de la production aux États-Unis.

Dans ces conditions, les prix payés aux éleveurs de bovins du Québec diminuent en 2016. À moins d'imprévu, ces prix demeureront néanmoins relativement élevés sur le plan historique.

Prix des bovins au Québec

\$/100 lb



p : projections.

Sources : Agriculture et Agroalimentaire Canada, Fédération des producteurs de bovins du Québec et compilation du MAPAQ.

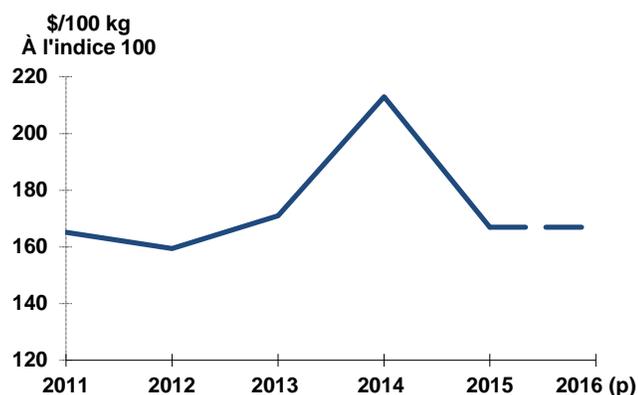
Le prix du porc se maintient jusqu'à présent en 2016

Au Québec, le prix consenti aux producteurs de porcs en 2016 s'annonce en moyenne comparable à celui qui était observé en 2015.

Dans un contexte où, selon l'USDA, la production américaine de viande porcine devrait s'accroître de 2 % en 2016, la demande d'importation outremer contribue à soutenir les prix de référence nord-américains. La demande d'importation est particulièrement vigoureuse en Chine où, selon diverses sources, le cheptel de porc s'est contracté de l'ordre de 10 % l'an dernier.

Il faut rappeler que la production américaine avait connu un rebond de 7 % l'an dernier, qui constituait en bonne partie un rattrapage après les dommages causés par l'éclosion de la diarrhée épidémique porcine (DÉP). Le niveau sans précédent des prix payés aux éleveurs, au plus fort de la DÉP en 2014, avait également favorisé ce bond de la production américaine en 2015.

Prix du porc au Québec



p : projections.

Source : Agriculture et Agroalimentaire Canada; compilation du MAPAQ.

Par ailleurs, la volatilité de la conjoncture financière internationale, en particulier en ces lendemains de « Brexit », pourrait affecter les perspectives des prix versés aux éleveurs. Ce serait le cas si elle devait provoquer des fluctuations du dollar canadien. Si elle devait freiner la demande d'importation des marchés d'outre-mer, notamment pour le porc, cela pourrait exercer une pression à la baisse sur les prix de référence exprimés en dollars américains.

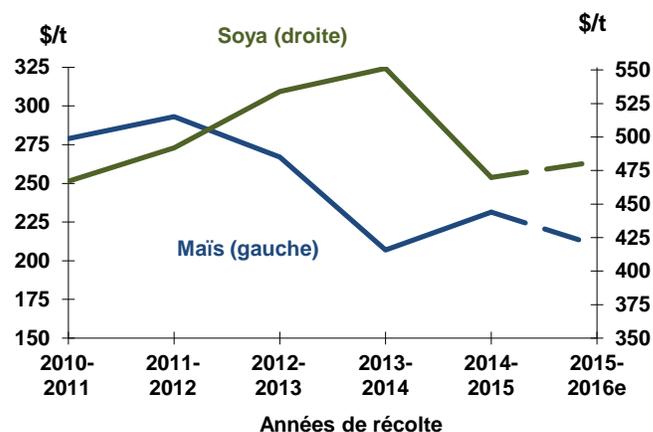
Les grains et les oléagineux

La récolte québécoise de maïs de 2015 se négocie à des prix d'environ 200 \$ la tonne dans les centres régionaux. Ce prix est légèrement inférieur à celui qui était associé à la récolte québécoise de 2014. Cette dernière avait été moins volumineuse en raison de rendements à l'hectare inférieurs et d'un transfert des superficies exploitées vers la culture de soya.

Le recul du dollar canadien, jusqu'à 0,70 \$ US par moments, a probablement contribué à soutenir le prix du maïs à 200 \$ ou plus la tonne au Québec au cours des premiers mois de 2016. En effet, la récolte américaine de 2015 comble ou presque la demande prévue. De plus, la

récolte québécoise de maïs en 2015 a été supérieure de 24 % à la précédente en vertu d'un redressement marqué des rendements à l'hectare.

Prix observés dans les centres régionaux au Québec



e : estimation.

Note : L'année de récolte 2015-2016 commence avec la récolte de l'automne 2015.

Source : Les Producteurs de grains du Québec; estimation et compilation du MAPAQ.

Quant à la récolte québécoise de soya de 2015, elle s'est négociée généralement à des prix variant de 450 \$ à 500 \$ la tonne dans les centres régionaux. Il s'agit d'une fourchette de prix qui est dans l'ensemble comparable, voire légèrement supérieure au prix moyen de la récolte de 2014.

En particulier, selon l'USDA, les volumes de soya récoltés au cours des derniers mois au Brésil et en Argentine, qui sont deux importants pays exportateurs, sont inférieurs de 4 % à ce qui était prévu au début de cette année. Cette situation, conjuguée à l'augmentation de la demande des principaux pays importateurs, a momentanément favorisé un relèvement des prix de référence américains.

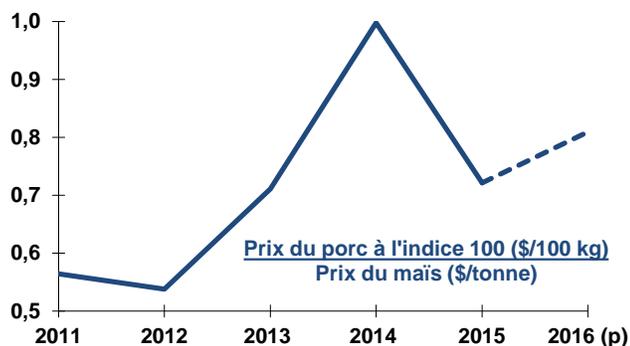
Les perspectives pour la récolte de 2016

Les prix auxquels se négocieront les prochaines récoltes de maïs et de soya au Québec sont largement tributaires des volumes qui seront récoltés cet automne aux États-Unis. À ce stade-ci, toute perspective de prix comporte encore une certaine part de risque, en raison des conditions climatiques qui prévaudront d'ici la récolte dans les principaux États producteurs de ces denrées.

Sur la base de l'information disponible et en fonction des conditions météorologiques observées jusqu'au début du mois d'août, l'USDA s'attend à une augmentation des récoltes par rapport à 2015, et ce, tant pour le maïs que pour le soya. En outre, une hausse de 7 % des superficies ensemencées au printemps dernier ainsi que des rendements à l'hectare qui s'annoncent supérieurs en 2016 pourraient mener à une récolte de maïs record aux États-Unis.

Dans de telles circonstances, le contexte d'affaires pour les éleveurs de porcs en 2016 est susceptible de s'améliorer quelque peu au regard de 2015. C'est ce qu'indiqueraient les perspectives du prix des grains et des prix consentis aux éleveurs d'ici la fin de l'année. Sans être aussi avantageux qu'au moment du sommet exceptionnel atteint par les prix payés aux éleveurs en 2014, le contexte d'affaires demeurerait ainsi plus favorable qu'au tournant des années 2010, alors que la flambée du prix des grains battait son plein.

Prix relatif du porc et du maïs au Québec (ratio)



p : projections.

Source : Agriculture et Agroalimentaire Canada; les Producteurs de grains du Québec; compilation par le MAPAQ.

REVENUS AGRICOLES

Deuxième résultat en importance pour les ventes agricoles

Les recettes monétaires que les producteurs agricoles ont tirées du marché se sont élevées à 8,0 milliards de dollars au Québec en 2015. Il s'agit du deuxième résultat en importance à ce jour, inférieur de 2 % au sommet de l'année précédente. Ce léger recul s'explique principalement par le retour, en 2015, du prix du porc au niveau d'avant le sommet provoqué l'éclosion de la DÉP aux États-Unis. Du 1,6 milliard de dollars qu'elles étaient en 2014, les recettes monétaires liées à la production porcine ont diminué de 18 % pour s'établir à 1,3 milliard de dollars en 2015, soit la même valeur qu'en 2013.

Par ailleurs, favorisées par des prix avantageux, les recettes monétaires issues des élevages de veaux et de bovins se sont accrues de 12 % l'an dernier. Cette augmentation a compensé, pour une part, des reculs observés dans la production porcine et la production laitière (2 %). Ainsi, en dépit d'une diminution de 5 % en 2015, les recettes monétaires dans les productions animales ont affiché leur deuxième résultat en importance à ce jour, avec une valeur de 5,3 milliards de dollars.

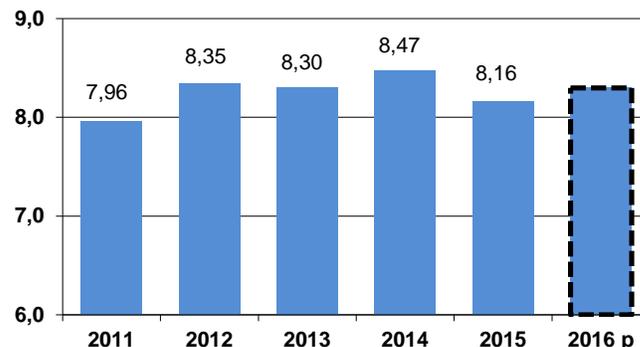
Quant aux recettes monétaires dans les productions végétales, elles se sont chiffrées à 2,7 milliards de dollars en 2015, soit une hausse de 2 % par rapport à l'année précédente. Le secteur des légumes de champ a particulièrement participé à cette croissance, avec une augmentation de 15 % pour ainsi dépasser le plateau des 400 millions de dollars.

Les paiements de programme se sont établis à 201 millions de dollars au Québec en 2015. Ainsi, les recettes monétaires agricoles totales, qui incluent ces paiements, ont atteint 8,2 milliards de dollars au Québec en 2015, à savoir 4 % de moins qu'en 2014.

À moins d'imprévus marquants, les recettes monétaires totales devraient se maintenir en 2016 à un niveau comparable au montant enregistré en 2015. C'est du moins ce que permettent d'envisager les prix observés depuis janvier dernier ainsi que les perspectives pour le reste de l'année.

Recettes monétaires agricoles au Québec

Milliards de dollars



p : projections.

Source : Statistique Canada, CANSIM, tableau 002-0002; estimation et compilation du MAPAQ.

En particulier, les volumes de maïs qui seront commercialisés par les producteurs devraient s'accroître en 2016, en raison du redressement important des rendements à l'hectare dans la culture de cette céréale à l'occasion de la récolte de l'automne dernier. De même, la récolte printanière de sirop d'érable au Québec a enregistré une hausse de 30 % en 2016, fracassant au passage le record précédent établi en 2013. L'ampleur de cette récolte pourrait signifier des ventes agricoles supplémentaires de l'ordre de 100 millions de dollars dans cette production.

La croissance probable des recettes monétaires dans ces productions végétales au Québec devrait compenser le repli anticipé en 2016 dans les productions animales, plus spécifiquement dans l'élevage de bovins. Comme décrit précédemment, le relèvement de la production américaine de viande bovine, après un long cycle baissier, se traduit par une réduction des prix consentis aux éleveurs.

À ce propos, les résultats préliminaires pour le premier trimestre de 2016 indiquent une croissance de 4 % des recettes monétaires agricoles tirées du marché au Québec, au regard de la même période de 2015. Les augmentations enregistrées dans le cas du maïs et celui du soya, du fait des volumes commercialisés plus importants, ont généré plus de la moitié de cette croissance des ventes agricoles au premier trimestre.

Dépenses et trésorerie

Au Québec, les dépenses d'exploitation des entreprises agricoles se sont chiffrées à 6,5 milliards de dollars en 2015. C'est 30 millions de plus qu'en 2014, ce qui représente une augmentation de moins de 0,5 %.

Cette relative stabilité des dépenses résulte, d'une part, des coûts à la baisse pour certains postes de dépenses comme le carburant pour la machinerie et l'alimentation animale pour les éleveurs et, d'autre part, de l'augmentation des coûts pour des intrants tels que les engrais. Principal poste des dépenses agricoles au Québec avec un peu moins de 1,6 milliard de dollars, les dépenses au titre de l'alimentation animale ont diminué de 2 % en 2015. À ces facteurs s'ajoute l'augmentation des sommes consacrées au paiement des salaires et des autres dépenses pour la main-d'œuvre, qui atteignent désormais un milliard de dollars par année.

Dans ces conditions, l'excédent des recettes monétaires sur les dépenses d'exploitation s'est établi à 1,6 milliard de dollars en 2015. Cet excédent représente le revenu monétaire net des entreprises agricoles. Il a enregistré une baisse de 338 millions de dollars en 2016, dont une très large part correspond à la diminution de 284 millions des recettes monétaires dans la production porcine. Comme il est mentionné précédemment, ces dernières recettes sont revenues à leur niveau d'avant la DÉP aux États-Unis, soit 1,3 milliard de dollars.

Compte tenu également des dépenses au titre de l'amortissement ainsi que de la valeur de la variation des stocks, le revenu agricole net au Québec s'est établi à

907 millions de dollars en 2015. Rappelons qu'il s'était maintenu à un milliard de dollars ou plus de 2011 à 2014, à la faveur des sommets de prix exceptionnels qui ont été atteints, d'abord pour les grains et les oléagineux, par la suite pour le porc. Le revenu agricole net demeure néanmoins supérieur à ce qu'il était durant la deuxième moitié des années 2000.

Sauf imprévu, les perspectives de rentabilité devraient généralement se maintenir en 2016 dans le secteur agricole au Québec. En effet, sur le plan des revenus, les recettes monétaires devraient être comparables en 2016 à celles de 2015. Pour ce qui est des dépenses d'exploitation, il n'y a pas de facteurs exerçant de pression importante à la hausse sur le coût des intrants. Les coûts de l'énergie restent en général avantageux, alors que les perspectives des prix en Amérique du Nord pour la prochaine récolte de grains ne laissent pas présager de hausse du coût d'alimentation animale pour les éleveurs. Enfin, le coût des engrais est à la baisse au Québec jusqu'à maintenant en 2016, ce qui n'était pas le cas l'an dernier.

Néanmoins, il subsiste certains facteurs de risque. Par exemple, si des conditions météorologiques défavorables devaient nuire à la prochaine récolte de grains et d'oléagineux aux États-Unis, les éleveurs pourraient avoir à supporter des coûts plus élevés pour l'alimentation animale. De plus, on ne peut pas nécessairement exclure la possibilité d'un relèvement momentané des coûts de l'énergie, bien que les probabilités semblent peu élevées à court terme, selon les experts.

Revenus agricoles nets au Québec, de 2010 à 2015

	2010-2014*	2010	2011	2012	2013	2014	2015
En millions de dollars							
Recettes monétaires – cultures	2 512,1	2 111,1	2 410,4	2 648,5	2 753,8	2 636,7	2 697,3
Recettes monétaires – bétail	4 970,2	4 485,1	4 893,1	4 928,0	5 036,8	5 508,1	5 259,8
Recettes monétaires provenant du marché	7 482,3	6 596,2	7 303,6	7 576,4	7 790,6	8 144,8	7 957,0
Paiements de programme	573,7	617,2	655,5	769,3	505,7	321,1	201,4
Recettes monétaires agricoles totales	8 056,1	7 213,4	7 959,1	8 345,8	8 296,3	8 465,9	8 158,4
Dépenses d'exploitation nettes	6 142,9	5 498,6	6 047,0	6 242,3	6 424,9	6 501,9	6 532,3
Revenu monétaire net	1 913,1	1 714,7	1 912,1	2 103,4	1 871,4	1 964,0	1 626,1
Revenu net total**	1 107,4	983,5	1 107,0	1 299,0	1 104,2	1 043,4	906,7

* Moyenne des cinq années.

** Les résultats tiennent compte de l'amortissement et de la valeur de la variation des stocks.

Source : Statistique Canada, CANSIM, tableaux 002-0001, 002-0005 et 002-0009; compilation du MAPAQ.

Rédaction : Yvon Boudreau
Yvon St-Amour

Direction des études et des perspectives économiques
Téléphone : 418 380-2100

16-0097